



Fiche d'information sur Gaza

Juillet 2025

Recommandations politiques canadiennes

1. METTRE FIN AU SIÈGE ET APPORTER DE L'AIDE

Exigez la levée immédiate et inconditionnelle du blocus israélien de Gaza, conformément au droit international humanitaire.

o Garantir un accès humanitaire complet et sans restriction : nourriture, eau, carburant et

Les fournitures médicales doivent circuler librement.

Le Canada devrait coordonner un convoi diplomatique et soutenir les efforts internationaux.

Des missions humanitaires pour acheminer l'aide en toute sécurité.

o Soutenir les mécanismes des Nations Unies pour surveiller l'accès à l'aide et empêcher son obstruction, conformément à [la résolution 2720](#) du Conseil de sécurité des Nations Unies (2023) et [la résolution 2728 \(2024\)](#).

2. IMPOSER UN CESSEZ-LE-FEU PERMANENT

Approuver publiquement et œuvrer à la mise en œuvre de la résolution 2728 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui exige un cessez-le-feu immédiat, durable et inconditionnel.

o Appuyer les missions internationales de protection civile menées par l'ONU ou les organisations régionales organisations chargées de surveiller et de protéger les civils palestiniens.

Mettre fin à tout soutien politique ou à toute abstention qui protège Israël de responsabiliser ou prolonger les hostilités.

3. STOPPEZ L'ARMEMENT DE L'APARTEID – EMBARGO TOTAL ET RÉGULIER SUR LES ARMES

Le Canada doit immédiatement imposer un embargo bilatéral et global sur les armes à Israël en réponse aux preuves de plus en plus nombreuses de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'actes de génocide.

- Annuler tous les permis d'exportation existants et refuser les nouveaux permis en vertu de la loi sur l' [exportation et l'importation \(LPI\)](#), interrompant l'acheminement des biens, services et technologies militaires canadiens vers Israël.
- Interdire toutes les ventes d'armes israéliennes au Canada et mettre fin à toutes les coentreprises, transferts de technologie ou contrats d'approvisionnement impliquant des entreprises d'armement israéliennes.
- Mettre fin à toute coopération bilatérale en matière de sécurité, au partage de renseignements, à la recherche militaire et aux programmes de formation avec les forces israéliennes ou les entités liées à la défense.

Cette action est légalement requise en vertu de [la Loi sur les permis d'exportation et d'importation](#) du Canada . L'article 7.3, qui interdit les exportations d'armes susceptibles de servir à commettre des violations graves du droit international humanitaire ou des droits de la personne, permet également au Canada de remplir ses obligations en vertu du [Traité sur le commerce des armes \(TCA\)](#), à laquelle le [Canada est un État partie](#).





4. APPLICATION DE LA CONVENTION SUR LE GÉNOCIDE

Le Canada est signataire de la [Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide](#). En vertu du droit international, le Canada est tenu non seulement de punir le génocide, mais aussi de le prévenir. Le gouvernement doit prendre des mesures concrètes et immédiates :

- Soutenir la cause de l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice (CIJ)

Rejoignez le nombre croissant d'États qui ont déposé des déclarations formelles d'intervention en vertu de l'article 63 du Statut de la CIJ.

[Afrique du Sud c. Israël \(Application de la Convention sur le génocide\)](#)

- Reconnaître publiquement le risque de génocide à Gaza

Prendre en compte les conclusions des mesures conservatoires de la CIJ de janvier 2024 et du rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies de juin 2024, qui identifient un risque crédible et urgent de génocide.

[La CIJ ordonne des mesures conservatoires dans l'affaire Afrique du Sud c. Israël](#)

- Dénoncer les auteurs de ces actes à la Cour pénale internationale (CPI)

Apporter un soutien actif aux enquêtes du Bureau du Procureur sur les allégations de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'actes de génocide commis à Gaza.

[CPI – Saisines des États parties et situation en Palestine](#)

- Suspender toutes les immunités d'État lorsqu'il existe des preuves crédibles d'implication dans des crimes atroces

Le Canada doit rejeter tout abus de l'immunité souveraine visant à soustraire des individus ou des gouvernements à toute responsabilité juridique. Aux termes de l'article IV de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide :

« Les personnes qui commettent un génocide doivent être punies, qu'il s'agisse de dirigeants constitutionnellement responsables, de fonctionnaires ou de particuliers. »

[Convention sur le génocide – Article IV](#)

5. TENIR LES CANADIENS RESPONSABLES DES CRIMES DE GUERRE

Enquêter et poursuivre en justice tout citoyen canadien servant dans les Forces d'occupation israéliennes (FOI) pour implication potentielle dans des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.

- o Faire appliquer la loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre ([SC 2000, c. 24](#)).

- o Appliquer l'[article 7\(4.1\)](#) du Code criminel, qui confère la compétence en matière de crimes de guerre commis à l'étranger par des citoyens canadiens.

6. FAIRE APPLIQUER LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

Respecter les Conventions de Genève et la [résolution 2286 \(2016\) du Conseil de sécurité des Nations unies](#), qui protège les infrastructures et le personnel de santé pendant les conflits armés.

Condamner et poursuivre les attaques contre les hôpitaux, les ambulances et les établissements médicaux personnels.

- o Demander des enquêtes indépendantes sur les frappes contre des civils, des infrastructures et des convois d'aide.





7. RECONNAÎTRE LA PALESTINE – METTRE FIN À LA COMPLICITÉ CANADIENNE DANS LES ÉTABLISSEMENTS ILLÉGAUX

- o Reconnaître officiellement l'État de Palestine, suite à la reconnaissance internationale par plus de 143 États membres de l'ONU.
- o Interdire tout lien commercial, financier, culturel et universitaire avec les colonies israéliennes illégales en Cisjordanie et à Jérusalem-Est occupée.
- o Révoquer le statut d'organisme de bienfaisance des organisations canadiennes qui financent ou soutiennent l'expansion des établissements, conformément aux lignes directrices de l'ARC et au droit international.

8. DÉFENDRE LES LIBERTÉS CIVILES AU CANADA – PROTÉGER LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

- o Rejeter le racisme anti-palestinien, la surveillance et la criminalisation de protestation.
- o Défendre le droit des Canadiens de participer à des campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) en tant que forme d'expression politique légitime protégée par la Charte canadienne des droits et libertés.

Aperçu de la crise humanitaire : Faits sur Sol

1. Attaques contre les soins de santé (en juillet 2025)

- Plus de 1 580 travailleurs de la santé tués[2] — , avec plus de 697 attaques vérifiées[1] sur des installations.
- Seuls 18 des 36 hôpitaux de Gaza restent partiellement fonctionnels[7] : 12 fournissent des services limités ; 7 sont réservés aux urgences. 17 sont hors service.
- Des services comme la dialyse et les soins néonataux se sont complètement effondrés.
- Des ambulances et des convois de MSF ont été pris pour cible ; Tsahal a reconnu avoir ouvert le feu lors d'opérations de sauvetage. équipes[3].
- L'OMS qualifie ce conflit de plus meurtrier pour les professionnels de la santé dans l'histoire récente.

2. Attaques contre les femmes et la santé reproductive (de mars à juin 2025)

- En mars 2025, seuls 5 hôpitaux de maternité étaient encore en activité[4] . —
 - Une grossesse sur trois est considérée comme à haut risque[4] , et les accouchements prématurés sont en augmentation. •
- Le centre de FIV de Gaza a été détruit ; 4 000 embryons ont été perdus[5] – un coup dur pour Continuité reproductive. L'ONU constate que la destruction équivaut à « deux catégories d'actes génocidaires au sens du Statut de Rome et de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, notamment le fait d'imposer délibérément des conditions d'existence destinées à entraîner la destruction physique des Palestiniens et d'imposer des mesures visant à empêcher les naissances »[5] . • Pénuries généralisées de contraception, d'hygiène et de soins postnatals.
- L'ONU et le HCDH ont documenté des violences sexuelles, des cas de nudité forcée et des abus pendant détentions[5] . —





- Des femmes accouchent sans analgésie, sans électricité ni personnel qualifié, et de nombreux accouchements ont lieu sous des tentes ou dans des décombres.

3. Cibler les enfants en situation de famine, de blessures et de déplacements

Décès et blessures d'enfants

- Gaza est l'endroit le plus dangereux au monde pour un enfant[18] . • —

Selon l' UNICEF, plus de 15 000 enfants auraient été tués d'ici mars 2025.

34 000 personnes auraient été blessées, et près d'un million d'enfants déplacés à plusieurs reprises et privés de leur droit aux services de base[6]. — , un chiffre qui s'élève à plus de 17 000 décès[7] (≈27 par jour ou par classe d'enfants par jour) d'ici le 9 juillet 2025.

Amputations et handicaps

- Plus de 3 000 à 4 500 nouvelles amputations[9][10] enregistrées depuis le début de la guerre.
- Gaza a le taux d'amputés d'enfants par habitant le plus élevé au monde[8] —
- Save the Children signale des taux de pointe de plus de 10 amputations d'enfants par jour[11] , et de nombreux enfants sont confrontés à un handicap permanent
- La forte incidence des amputations s'explique non seulement par des blessures traumatiques, mais aussi par des brûlures et des infections qui en résultent [12]. De nombreuses amputations auraient pu être évitées. Plusieurs médecins, dont le chirurgien traumatologue américain Feroze Sidwha, ont rapporté avoir vu de nombreux enfants perdre des membres qui auraient pu être sauvés dans d'autres circonstances, en raison du manque d'assainissement, d'équipement médical et de malnutrition[12] . • Les enfants amputés de Gaza risquent de se retrouver sans soins prothétiques spécialisés. Selon l'UNICEF[9], leur croissance nécessite le remplacement de leurs prothèses tous les six mois. Le matériel de rééducation est rare ou endommagé, et les stocks de produits d'assistance et de matériaux prothétiques sont faibles en raison du blocus israélien. Les attaques contre les hôpitaux et le personnel soignant entraînent une pénurie de techniciens nécessaires à la fabrication des prothèses. En mai 2025, on ne comptait que 9 techniciens en prothèses et orthodontie à Gaza, alors que 6 000 prothèses sont nécessaires pour répondre aux besoins, notamment pour les enfants nécessitant des soins continus[9]. —

Orphelins et enfants sans famille survivante

- Selon le Comité international de secours[13], entre 15 000 et 19 000 nouveaux orphelins (leurs deux parents étant décédés) sont apparus suite au génocide . • De

nombreux enfants se sont retrouvés sans famille suite au décès de leurs parents.

Les parents et autres membres de la famille ont appris qu'un nouvel acronyme avait été créé par des professionnels de la santé à Gaza pour identifier ces enfants : « WCNSF », qui signifie « Enfant blessé sans famille survivante ».





Malnutrition et crise de famine

- L'ensemble de Gaza est classé selon le Système intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). La population se trouve actuellement en phase d'urgence/IPC 4, confrontée à une crise ou à une insécurité alimentaire aiguë entre mai et septembre 2025. Un million de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire d'urgence (phase 4 de l'IPC) et 470 000 à une insécurité alimentaire catastrophique (phase 5 de l'IPC). Les 500 000 personnes restantes se trouvent en phase de crise/IPC 3[14]. . —

L'UNICEF signale qu'en moyenne, 112 enfants par jour nécessitent une hospitalisation pour malnutrition aiguë[15]. Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère a augmenté de 146 % depuis février 2025. 71 000 enfants sont exposés au risque de malnutrition aiguë.

On prévoyait 14 100 cas graves[7]. En juin 2025, plus de 5 800 enfants ont été diagnostiqués comme souffrant de malnutrition, dont plus de 1 000 de malnutrition aiguë sévère, ce qui représente une augmentation pour le quatrième mois consécutif[17]. • Les enfants malnutris sont plus vulnérables aux maladies ; neuf enfants sur dix de moins de 5 ans à Gaza souffrent d'une ou plusieurs maladies infectieuses[19]. —

4. Déplacements de population et effondrement des infrastructures

- Près de 1,9 million de personnes (environ 90 % de la population de Gaza) ont été déplacées au moins une fois depuis L'offensive contre Gaza a commencé[16]. La plupart des habitants ont été déplacés à plusieurs reprises. Parmi eux, plus d'un million d'enfants ont subi des déplacements répétés[19]. Sans lieu sûr où aller, beaucoup ont cherché refuge dans des camps de déplacés surpeuplés, des abris de fortune, des bâtiments endommagés, dans les rues et les espaces ouverts. La population est confinée dans des espaces toujours plus restreints. Au 9 juillet 2025, 86 % de la bande de Gaza se trouvaient dans des zones militarisées par Israël ou faisaient l'objet d'ordres de déplacement[2]. • —

Seuls 50 % (18 sur 36) des hôpitaux de Gaza sont partiellement fonctionnels[7]. —

- Moins de 5 % des terres arables restent cultivables[7]. • 72 % de la flotte de pêche a été détruite[7]. • 92 % (436 000) des logements ont été détruits ou endommagés[7]. • 89 % des installations d'eau et d'assainissement ont été détruites ou endommagées[7]. • Les familles survivent dans des tentes de fortune, des écoles et des abris de l'UNRWA, souvent avec moins de 4,6 m² par personne, bien en deçà des minimums humanitaires. —

5. Effondrement du système éducatif

- > 2 308 établissements d'enseignement, allant des écoles maternelles aux universités, ont Plus de 60 bâtiments-universitaires ont été détruits[7]. Près de 88,8 % des établissements scolaires nécessiteront une reconstruction complète ou une importante rénovation pour être de nouveau fonctionnels[7].
- >16 019 élèves et 703 membres du personnel éducatif ont été tués[7]. >23 913 Des élèves et 3 015 enseignants ont été blessés[7]. —
- Les écoles de l'UNRWA à Gaza servent d'abris. En septembre 2024, On estimait que 70 % de ces écoles avaient été touchées par l'armée israélienne, certaines





de ces écoles à plusieurs reprises. 95 % d'entre elles étaient utilisées comme abris pour des personnes déplacées, parmi lesquelles de nombreux enfants, lorsqu'elles ont été touchées[21]. En mai 2025 ,

plus de 400 écoles ont été directement touchées[20] Les écoles, autrefois havres de paix et d'éducation pour les enfants vivant sous blocus, sont devenues des abris surpeuplés, des lieux de mort et de misère. • Les experts de l'ONU qualifient ce phénomène de

« scolastique » – l'anéantissement systématique de l'éducation.

Par l'arrestation, la détention ou le meurtre d'enseignants, d'élèves et de personnel, ainsi que par la destruction d'infrastructures éducatives[22] , une commission de l'ONU a documenté et enquêté sur plusieurs cas d'incendies et de démolitions d'établissements scolaires par les forces israéliennes, concluant qu'ils étaient délibérés et injustifiés[23] . Des soldats israéliens ont enregistré et diffusé des vidéos dans lesquelles ils se moquaient des Palestiniens et de l'éducation palestinienne, avant de détruire des écoles et des universités. La Commission considère ces actes comme révélateurs de la volonté des forces de sécurité israéliennes de détruire ces infrastructures afin de restreindre durablement l'accès des Palestiniens à l'éducation[23] .

5. Effacement culturel et religieux (à compter de juin 2025)

- Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies signale un schéma systématique d'effacement des Palestiniens Histoire et identité. La destruction constitue une violation de la Convention de La Haye, ce qui a suscité des appels internationaux à la responsabilité pour génocide culturel.
- Au 27 mai 2025, l'UNESCO a vérifié des dommages sur 110 sites depuis le 7 octobre 2023 – 13 sites religieux, 77 bâtiments d'intérêt historique et/ou artistique, 3 dépôts de biens culturels mobiliers, 9 monuments, 1 musée et 7 sites archéologiques[24] .

Les attaques des forces de sécurité israéliennes ont endommagé plus de la moitié des sites religieux et culturels de la bande de Gaza, dans le cadre d'une campagne plus vaste visant à détruire les infrastructures et les cibles civiles par des frappes aériennes et des bombardements[23] . Ces attaques ont également ciblé des sites religieux servant de refuge, faisant des centaines de victimes, dont des femmes et des enfants[23] . Une commission de l'ONU a conclu que les forces de sécurité israéliennes connaissaient, ou auraient dû connaître, l'emplacement et l'importance des principaux sites culturels de Gaza et auraient dû planifier toutes leurs opérations militaires de manière à éviter tout dommage[23] . Les dix sites religieux et culturels de Gaza examinés par la Commission de l'ONU constituaient des biens civils au moment de l'attaque et ont subi des destructions dévastatrices pour lesquelles la Commission n'a pas pu identifier de besoin militaire légitime[23]. Les artefacts ont été détruits, enlevés ou pillés.

6. L'instrumentalisation de l'aide et la Fondation humanitaire de Gaza (GHF)

- Israël impose un blocus quasi total à Gaza depuis le 2 mars 2025 . Cela inclut le blocage de l'entrée de l'aide humanitaire.
- Une entité intermédiaire, la Fondation humanitaire de Gaza (GHF), opère sous étroite supervision. Ce système repose sur une coordination avec l'armée israélienne et des sociétés militaires privées américaines, et prétend fournir de l'aide. En réalité, c'est un piège mortel ; un modèle d'aide militarisée.





Cela a entraîné des déplacements massifs de population civile et de nombreux décès. Depuis sa mise en œuvre le 28 mai 2025, plus de 500 Palestiniens ont été tués et près de 4 000 blessés en tentant d'accéder à la nourriture distribuée par le GHF. Les hôpitaux de Gaza, déjà dévastés et assiégés, sont submergés par l'afflux quotidien de victimes provenant de ces sites.

- Le système du GHF a remplacé 400 points de distribution d'aide par seulement 4 sites de distribution. situés dans des zones militarisées israéliennes (trois à Rafah et une dans le corridor de Netzarim)[25] . Ces quatre « zones d'aide » de la GHF sont des enclos militarisés et clôturés où des civils désespérés et affamés — femmes, enfants, personnes âgées et personnes handicapées — doivent parcourir des kilomètres à travers des zones rouges, puis se disputer de la nourriture sous des miradors et des tirs. Ces personnes sont contraintes de choisir entre mourir de faim ou risquer leur vie pour des quantités infimes de nourriture.
- Haaretz rapporte des témoignages de soldats de Tsahal affirmant avoir reçu l'ordre de tirer sur Les soldats israéliens utilisent des mitrailleuses, des grenades et des mortiers pour disperser les foules, même s'il était clair qu'elles ne représentaient aucune menace[26] . Ils appellent cette opération « Opération Poisson Salé », une version israélienne du jeu pour enfants « 1, 2, 3, soleil ».
- Deux employés anonymes d'UG Solutions, une société américaine sous-traitante chargée du recrutement du personnel de sécurité dans ces zones, ont déclaré à l'Associated Press[31] : « des balles, des grenades assourdissantes et du gaz poivre ont été utilisés lors de presque chaque distribution, même en l'absence de menace. » Des images authentifiées des sites montrent des employés tirant en direction de Palestiniens qui venaient de récupérer de la nourriture, tandis que les tireurs « s'encouragent mutuellement ».
- Le GHF affirme avoir pour mission d'empêcher que l'aide humanitaire ne tombe entre les mains du Hamas. Il n'a fourni aucune preuve de détournement d'aide. En réalité, Cindy McCain, directrice générale du Programme alimentaire mondial, a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'y avait ni pillage ni criminalité organisée à l'origine du détournement de fournitures[29] .
- Des organisations indépendantes de défense des droits humains et des organismes juridiques ont émis des avertissements officiels à GHF et ses partenaires, dont le Boston Consulting Group (BCG), sont accusés de complicité dans des violations potentielles du droit international. Plusieurs organisations juridiques résument ainsi : « Ce nouveau modèle est déshumanisant, meurtrier à maintes reprises et contribue au déplacement forcé de la population même qu'il prétend aider. Il risque de rendre ses participants complices de châtiments collectifs, de la famine de civils et d'autres actes interdits par les Conventions de Genève, le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide[30] . »
- Malgré les avertissements d'organisations telles que le Center for Constitutional Rights et les rétropédalages de géants financiers comme BCG, le département d'État américain a approuvé un financement de 30 millions de dollars pour la Gaza Humanitarian Foundation le 26 juin 2025. L'utilisation de l'argent des contribuables américains pour la Gaza Humanitarian Foundation rend les États-Unis et leurs citoyens directement complices d'un génocide.
- Plus de 170 organisations caritatives et autres ONG réclament cette aide controversée. Le programme de distribution à Gaza géré par la Gaza Humanitarian Foundation (GHF), soutenue par Israël et les États-Unis, va être fermé [25] .





Ouvrages cités

1. « Le système de santé au bord de l'effondrement face à l'intensification des hostilités à Gaza, avertit l'OMS. » Organisation mondiale de la Santé Organisation - Bureau régional pour la Méditerranée orientale. <https://www.emro.who.int/opt/news/health-system-at-breaking-point-as-hostilities-further-intensify-in-gaza-who-warns.html>
2. Point de situation humanitaire n° 304 | Bande de Gaza | Bureau de la coordination des Nations Unies Affaires humanitaires – Territoire palestinien occupé. (9 juillet 2025). Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies – Territoire palestinien occupé. <https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-situation-update-304-gaza-strip>
3. « Une vidéo contredit la justification israélienne des 15 morts à Gaza. » (8 avril 2025). [Vidéo]. NBC News. <https://www.nbcnews.com/news/world/israeli-military-gaza-medical-workers-killed-rcna199945>
4. Point de situation humanitaire n° 297 | Bande de Gaza | Bureau de la coordination des Nations Unies Affaires humanitaires – Territoire palestinien occupé. (18 juin 2025). Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies – Territoire palestinien occupé. <https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-situation-update-297-gaza-strip>
5. « Une enquête sur les droits humains révèle des allégations de violences sexuelles commises par les forces israéliennes contre des Palestiniens, utilisées comme "méthode de guerre" » (13 mars 2025). ONU Info. <https://news.un.org/en/story/2025/03/1161081>
6. UNICEF. (31 mars 2025). Au moins 322 enfants auraient été tués dans la bande de Gaza suite à la rupture du cessez-le-feu [Communiqué de presse]. <https://www.unicef.org/press-releases/least-322-children-reportedly-killed-gaza-strip-following-breakdown-ceasefire>
7. Aperçu des impacts rapportés | Bande de Gaza (9 juillet 2025). (2025). Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies - Territoire palestinien occupé. <https://www.ochaopt.org/content/reported-impact-snapshot-gaza-strip-9-july-2025>
8. Ferguson, Sarah et Tong Su. « L'UNICEF livre des fauteuils roulants aux enfants de Gaza. » UNICEF USA, 22 janvier. 2025, www.unicefusa.org/stories/unicef-delivers-wheelchairs-gazas-children.
9. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), 2025, Bulletin de situation humanitaire n° 286 | Bande de Gaza, <https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-situation-update-286-gaza-strip>
10. Shahid, A. (6 juillet 2025). « De Karachi à Gaza : une start-up pakistanaise expédie des prothèses aux enfants survivants de la guerre. » Reuters. <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/karachi-gaza-pakistani-startup-ships-prosthetics-child-war-survivors-2025-07-07/>
11. GAZA : Plus de 10 enfants par jour perdent un membre en trois mois de conflit brutal [Communiqué de presse]. Save the Children. (7 janvier 2024). <https://www.savethechildren.net/news/gaza-more-10-children-day-lose-limb-three-months-brutal-conflict>
12. Moor, Ahmed. « Il y a plus d'enfants amputés à Gaza que partout ailleurs dans le monde. Quel avenir peut leur réserver ? » The Guardian, 27 mars 2025, <https://www.theguardian.com/world/ng-interactive/2025/mar/27/gaza-palestine-children-injuries>.
13. « Enfants non accompagnés et séparés à Gaza ». Comité international de secours. (Août 2024). https://www.rescue.org/sites/default/files/2025-01/UASC%20à%20Gaza%20%28Rapport%20complet%29_1.pdf
14. Initiative mondiale du CIP. (6 juin 2025). Note spéciale - BANDE DE GAZA. https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Gaza_Strip_Acute_Food_Insecurity_Apr_Sept2025_Rapport_Spécial.pdf
15. « Plus de 5 000 enfants ont reçu un diagnostic de malnutrition dans la bande de Gaza en mai. » UNICEF. (2025b, 19 juin). [Communiqué de presse]. <https://www.unicef.org/press-releases/more-5000-children-diagnosed-malnutrition-gaza-strip-may>
16. Territoire palestinien occupé. (14 juillet 2025). OCHA. <https://www.unocha.org/occupied-palestinian-territoire>
17. « Gaza : L'UNICEF pleure la mort de sept enfants tués dans une file d'attente pour de l'eau. » (14 juillet 2025). Actualités de l'ONU. <https://news.un.org/en/story/2025/07/1165386>
18. Guerre à Gaza. (s.d.). Save the Children. <https://www.savethechildren.net/what-we-do/emergencies/war-gaza>





19. « Aucun endroit à Gaza n'est sûr pour les enfants. » UNICEF USA. (2025, 22 avril). [Communiqué de presse].
<https://www.unicefusa.org/stories/nowhere-gaza-safe-children>
20. « Nouvelle horreur à Gaza : une double frappe contre un abri scolaire fait 30 morts. » (8 mai 2025). Actualités de l'ONU.
<https://news.un.org/en/story/2025/05/1162996>
21. « L'éducation sous attaque ». Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. (9 septembre 2024). [Communiqué de presse]. <https://www.unrwa.org/newsroom/photos/education-under-attack>
22. « Gaza : Des experts de l'ONU dénoncent la destruction systémique du système éducatif. » (19 avril 2024). Actualités de l'ONU.
<https://news.un.org/en/story/2024/04/1148716>
23. « Les attaques israéliennes contre des sites éducatifs, religieux et culturels dans le territoire palestinien occupé s'apparentent à « Crimes de guerre et crime contre l'humanité d'extermination, déclare la Commission de l'ONU. » Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. (10 juin 2025). [Communiqué de presse]. <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/06/israeli-attacks-educational-religious-and-cultural-sites-occupied>
24. Bande de Gaza : Évaluation des dommages. (28 mai 2025). UNESCO. <https://www.unesco.org/en/gaza/assessment>
25. Sullivan, H. (1er juillet 2025). « 170 organisations caritatives demandent la dissolution du groupe d'aide à Gaza israélien soutenu par les États-Unis. » BBC.
<https://www.bbc.com/news/articles/cn5kk1w00xyo>
26. Hasson, N., Kubovich, Y. et Peleg, B. (27 juin 2025). « C'est un champ de bataille » : des soldats de Tsahal reçoivent l'ordre de tirer délibérément sur des Gazaouis non armés qui attendent une aide humanitaire. Haaretz.com. <https://www.haaretz.com/israel-news/2025-06-27/ty-article-magazine/premium/idf-soldiers-ordered-to-shoot-deliberately-at-unarmed-gazans-waiting-for-humanitarian-aid/00000197-ad8e-de01-a39f-ffbe33780000>
27. Psaledakis, D., et Pamuk, H. (26 juin 2025). « Le Département d'État approuve un financement de 30 millions de dollars pour la Fondation humanitaire de Gaza. » Reuters. <https://www.reuters.com/world/us/state-department-approves-30-million-funding-gaza-humanitarian-foundation-2025-06-26/>
28. « Une organisation américaine de défense des droits humains met en demeure la Gaza Humanitarian Foundation. » (s.d.). Middle East Eye.
<https://www.middleeasteye.net/live-blog/live-blog-update/us-legal-advocacy-organisation-puts-gaza-humanitarian-foundation-legal>
29. Bowden, J. (25 mai 2025). « Cindy McCain réfute les accusations d'Israël selon lesquelles le Hamas détourne l'aide humanitaire : "Ces gens sont désespérés." » The Independent. <https://www.the-independent.com/news/world/americas/us-politics/cindy-mccain-hamas-israel-aid-b2757707.html>
30. Des organisations de défense des droits humains et des organisations juridiques mettent en garde la Fondation humanitaire de Gaza et ses partenaires contre toute responsabilité juridique pour complicité dans de graves violations du droit international. (s.d.). Centre pour les droits constitutionnels. <https://ccrjustice.org/home/press-center/press-releases/human-rights-and-legal-organizations-warn-gaza-humanitarian>
31. « Deux entrepreneurs américains décrivent le chaos et les échanges de tirs alors que des Palestiniens cherchent de la nourriture à Gaza » | AP News. (2 juillet 2025). AP News. <https://apnews.com/article/palestinians-israel-gaza-contractors-aid-distribution-fe27f3ea83e06a09d66424eed7a5d56f>

